



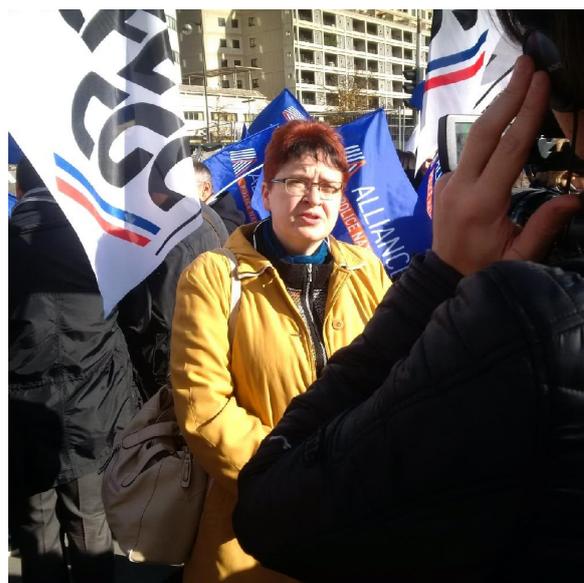
LE GOUVERNEMENT DOIT REVOIR SA COPIE !

Le cortège d'annonces fracassantes faites ces derniers mois par le gouvernement porte une atteinte sans précédent au pouvoir d'achat et aux conditions d'exercice des métiers de près de 5 millions d'agents publics.

Gel du point d'indice, hausse de la CSG et des cotisations retraites, rétablissement du jour de carence, suppression annoncée de 120 000 postes, menaces sur les retraites et le statut, amputation outrancière des budgets d'action sociale et, dernièrement, report du protocole PPCR.

Autant de coups bas portés aux agents et à leur famille !

Depuis de longs mois, la fédération des services publics CFE-CGC revendique l'abandon de ces réformes conduites par l'exécutif dans un climat de dialogue social délétère.



Force est de constater qu'en dépit de notre détermination et de celle de l'ensemble des centrales syndicales des trois versants de la fonction publique, le gouvernement fait la sourde oreille allant jusqu'à renier la parole de l'État en reportant les mesures du protocole PPCR destinées à favoriser les carrières et rémunérations des agents.

Plus déterminée que jamais, la fédération des services publics, ainsi que l'ensemble de la parité syndicale, a décidé de boycotter la réunion du conseil commun de la fonction publique programmée le 6 novembre pour entériner des réformes que nous jugeons injustes et donc inacceptables pour les agents.

Un rassemblement a été organisé devant Bercy en signe de contestation

Fédération des services publics CFE-CGC Pour défendre nos intérêts et nos métiers